



Ville de LORIENT
AN ORIENT

Pôle proximité et cohésion sociale ➤

Direction de la sécurité et de la tranquillité publique

Service sécurité-risques majeurs-ERP

Contact : Madame BERNIER Hélène

Tel : 02.97.35.32.03

Mail : erp@mairie-lorient.fr

Monsieur le Président

UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD

27 RUE ARMAND GUILLEMOT

BP 921 116

56321 LORIENT CEDEX

Lorient, le 9 JUIN 2022

Réf. : PPCS/DSTP/SécuritéERP-2022-58

Objet : Notification bibliothèque universitaire

PJ : Procès-verbal du 12 mai 2022

Arrêté de poursuite d'exploitation Ville de Lorient

Monsieur le Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le procès-verbal de la commission d'arrondissement de sécurité faisant suite à la visite effectuée dans votre établissement, le 4 avril 2022.

La commission ayant émis un *avis favorable*, je vous confirme l'autorisation de poursuite de l'activité de l'établissement (cf. arrêté municipal).

Il sera cependant nécessaire de veiller à la réalisation des prescriptions inscrites au procès-verbal et de m'en fournir les justificatifs dans les meilleurs délais.

Je vous rappelle, par ailleurs, que tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation de matériaux, d'équipements ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires devront faire l'objet d'une autorisation de ma part. Je ne délivrerai cette autorisation qu'après avoir consulté la commission compétente.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Maire,

L'Adjoint Délégué

aux Bâtiments, à l'Accessibilité

et aux Etablissements recevant du public

Christian LE DU

2 - MID. 1955

H.B.

ARRETE DE POURSUITE D'EXPLOITATION – N° 2022-028

LE MAIRE DE LA VILLE DE LORIENT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement les Articles L2212-1 et L2212-2,
VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L122-5, R 164-4, R 122-5 et R 143-39,
VU le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
VU l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessible aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R. 162-9 du code de la construction et de l'habitation,
VU l'arrêté modifié du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,
VU l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5ème catégorie,
VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2021 relatif au fonctionnement de la sous-commission départementale et aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et immeuble de grande hauteur,
VU l'avis favorable de la commission de sécurité d'Arrondissement de Lorient contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 12 mai 2022 suite à la visite périodique du 4 avril 2022.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le directeur de l'établissement bibliothèque universitaire, de type S classé en 3^{ème} catégorie sis 25 rue Armand Guillemot à Lorient est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'établissement dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation, le règlement de sécurité incendie et les règles relatives à l'accessibilité aux handicapés.

ARTICLE 2 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités. Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis aux exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.


ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une copie sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Lorient et à Madame la Commissaire Centrale de Lorient.

Fait à LORIENT, le 12 mai 2022
Pour le Maire

L'Adjoint Délégué
aux Bâtiments, à l'Accessibilité
et aux Etablissements recevant du public
Christian LE DU





**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Réf : RAPPORT-121E0112-
11806-20220404
121E0112

**PROCÈS-VERBAL
DE LA
Commission d'arrondissement ERP Lorient**

pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur

12/05/2022

Visite périodique du 04/04/2022

**BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE
25 RUE ARMAND GUILLEMOT
LORIENT**

S - 3
Effectif : 465

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R 143-1 à R 143-47, R 157-1 et R 157-4,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Vu l'arrêté du 12 juin 1995 modifié portant approbation des dispositions particulières du type S (Bibliothèques, centre de documentation).,

Vu le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2017 relatif au fonctionnement de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et des commissions d'arrondissement,

I. DERNIERE VISITE

- Procès verbal du 11/05/2017 établi suite à la visite périodique du 24/03/2017
 - o Suite donnée aux prescriptions : l'ensemble des prescriptions de 2017 sont levées
- Modifications depuis la dernière visite :
 - Remplacement du SSI avec la référence de l'autorisation de travaux : AT05612120L0045
RVRAT SSI de BUREAU VERITAS en date 17/09/20 sans observation
 - Création d'un espace de mise en sécurité en solution équivalente pour le GN8 avec la référence de l'autorisation de travaux : AT05612121L0043
RVRAT de BUREAU VERITAS en date du 01/03/22 sans observation.

II. DESCRIPTION

2.1 Historique : Sans objet

2.2 Descriptif de l'établissement

Bâtiment de construction traditionnelle sur deux niveaux en communication comprenant :

Au rez-de-chaussée :

- Le hall d'accueil, deux salles (consultation et expositions) et 6 salles de travail, divers locaux (CTA, rangements, stockages, chaufferie, archives et vestiaires),
- Le patio, la zone administrative avec 7 bureaux, TGBT et local ménage.

A l'étage en communication par de larges trémies :

- L'espace de consultation, 5 salles de travail, une salle de réunion, une salle de formation et un sas en EAS,
- Les locaux administratifs (4 bureaux, salle de pause, archives et stockage),
- Un local magasin, local serveur, local technique et sanitaire.

En toiture, des locaux techniques (CTA, clim et VMC).

2.3 Descriptif sécurité :

a) Effectif

L'effectif maximal du public admissible est déterminé selon les dispositions de l'article S 2 soit 450 personnes selon la déclaration du chef d'établissement.

b) Implantation

Bâtiment situé rue Armand Guillemot et accessible sur 1 façade aux engins d'incendie.

c) Isolement par rapport aux tiers

Pas de tiers à moins de 8 mètres.

d) Construction – Aménagements intérieurs

Construction

Gros œuvre : en béton

Planchers : en béton

Toiture : en toit toit terrasse en béton

Aménagements Intérieurs

Revêtement du sol des locaux : M4 minimum.

Revêtement des murs des locaux : M2 minimum.

Revêtement des plafonds des locaux : M1 minimum.

Gros mobilier : M3.

e) Dégagements

Les dégagements sont en nombre et de largeur suffisants (3 dégagements totalisant 9 unités de passage dont 2 escaliers.) et judicieusement répartis.
Dispositions au titre du GN8 : Prise en charge des personnes souffrant de handicaps par le personnel. Les consignes en cas d'incendie précisent que toutes les personnes présentant un handicap doivent être dirigées en priorité vers l'extérieur ou vers les espaces sécurisés repérés.

f) Désenfumage

Naturel des niveaux en communication par trémies de désenfumage et par exutoires pour les escaliers encloués

g) Électricité – Éclairage de sécurité

Électricité

Les installations électriques sont prévues conformes aux normes en vigueur.

Éclairage de sécurité

Éclairage de sécurité d'évacuation et d'ambiance par blocs autonomes.

h) Ventilation – chauffage

Ventilation

CTA avec 6 caissons

VMC avec 1 caisson pour les sanitaires

Chauffage

Chauffage gaz naturel (chaufferie 70 KW) et en sous-station de la chaudière centrale bois/gaz

i) Risques particuliers

Locaux à risques importants : chaufferie.

Locaux à risques moyens : TGBT, réserves, locaux de rangement

j) Moyens de secours

Alarme - alerte :

- Système de Sécurité Incendie de catégorie B avec équipement d'alarme de type 2a,
- Local SSI en VTP dans la circulation administration du Rdc et tableau de report à l'accueil,
- Téléphone urbain.

Moyens de secours :

- Extincteurs à eau et approprié aux risques.

Dispositions facilitant l'intervention des secours :

- Plan et consignes de sécurité.

Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) :

- DECI requise : Ets Classe 3 avec Surface < 500 m² soit 1 PI de 60 m³ à moins de 150 m
- DECI existante : PI n°402 Q=97 m³/h à proximité

III. DECISION DE LA COMMISSION

Suite à la présentation du rapport du groupe de visite, les membres de la Commission d'arrondissement ERP Lorient émettent un **AVIS FAVORABLE à la poursuite de l'exploitation.**

Les prescriptions suivantes devront être prises en compte :

N° Prescription	Prescription	Article
Prescription permanente	Limiter l'usage de multiprises	EL 11 § 7
2022-001	Remettre en état de fonctionnement l'interphone de l'espace de mise en sécurité de l'étage	GN 8

Le Président,



Valérie Poulhalec

RAPPEL IMPORTANT :

Conformément à l'article R. 143-42 du Code de la Construction et de l'Habitation, Madame ou Monsieur le Maire devra notifier le résultat de cette visite et sa décision à l'exploitant, soit par voie administrative soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une Ampliation de ce document sera transmise au secrétariat de la commission de sécurité.

« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement informatisé en application de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et à l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste des établissements recevant du public »

